

Le SPGQ demande une enquête publique sur l'industrie de la construction

Le Conseil syndical du SPGQ, réuni à Montréal les 10 et 11 décembre 2009, considère que seule une enquête publique pourra faire toute la lumière sur les allégations touchant l'ensemble de l'industrie de la construction et sur les troublantes révélations concernant l'octroi des contrats publics. C'est pourquoi ses membres se sont prononcés en faveur d'une proposition visant à inviter les membres à signer la pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale à l'adresse <http://bit.ly/5Fzz4o> pour demander la tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction. Signer cette pétition, c'est poser un geste pour empêcher le gouvernement de profiter de la période des Fêtes pour glisser cet épineux dossier sous le tapis.

Le refus du gouvernement Charest de donner suite à ce que de plus en plus de citoyennes et de citoyens réclament à grands cris relève d'un entêtement injustifié. « Il s'agit d'une attitude qui vient miner la confiance de la population envers nos institutions démocratiques et semer le doute sur leur intégrité. Or, cette intégrité est au cœur même de ce qui fonde notre état de droit. Un ver s'est logé dans la pomme. Il faut l'en extirper en mettant au grand jour les malversations et les magouilles de toutes sortes qui ont été érigées en système par les amis du pouvoir », a déclaré le président Gilles Dussault.

Tous les membres sont donc invités à faire entendre leur voix en signant ladite pétition. Comme une représentante de section l'a exprimé fort à propos au lendemain de la première tempête de neige : « C'est un geste qui va faire boule de neige ! »

Le mode public : une solution innovatrice et économique pour réaliser les grands travaux d'infrastructures

Rappelons que, dans le cadre des consultations sur le projet de loi 65 sur Infrastructure Québec, le SPGQ a présenté, le 10 novembre 2009, un mémoire devant la Commission des finances publiques dans lequel il a mis de l'avant des solutions au recours accru au secteur privé au détriment de l'expertise interne.

L'une de ces solutions consiste à introduire une nouvelle façon de réaliser les grands travaux d'infrastructures : le mode public. Celui-ci permettrait au gouvernement d'économiser des milliards de dollars en empêchant que le coût des travaux ne grimpe de façon artificielle, voire criminelle. Qui plus est, l'établissement d'un mode public permettrait de donner le signal que les manipulations en coulisses et les manœuvres douteuses ne sont plus possibles puisque le gouvernement, disposant d'une évaluation objective, serait dorénavant en mesure de fixer un seuil financier réaliste et raisonnable, au-delà duquel les dépassements de coûts ne seraient pas admis. On voit donc que, lorsqu'il est question de la défense des services publics, le SPGQ ne se contente pas de jouer un rôle de chien de garde, mais il est également en mesure de proposer des solutions qui vont dans l'intérêt de ses membres et de l'ensemble de la population.

Alors que le gouvernement se dit être en déficit et songer à des hausses de tarification ou à des coupures de service pour résoudre sa situation budgétaire, il est odieux qu'il ne veuille pas faire toute la lumière sur cette source faramineuse de gaspillage que sont la collusion et la corruption qui affligent la réalisation des infrastructures au Québec.

